

Samedi 15 juin

Soirée festive et débat à La Plaine - V. Vauzelles

18 h, débat citoyen
Avec

Nicolas SANSU

Maire de Vierzon,
Député du Cher,
Membre de la commission
permanente des finances à
l'Assemblée Nationale



20 h : Apéritif champêtre

20 h 30 : repas et
soirée musicale avec le groupe
« Rue de Lappe »



Caussimon, Aragon, Ferré, Reggiani, Vian, Mouloudji... Autant d'incontournables que « Rue de Lappe » interprète avec émotion et poésie, en prenant un réel plaisir à partager ces œuvres avec le public.

Bon de réservation pour le repas musical

Nom, prénom :

Adresse.....

Tel.....

Repas : **12 €**

**Buffet de crudités
Paëlla ou Bœuf bourguignon
Fromage blanc, dessert**

Nombre de repas adulte :

Paëlla :

Bœuf bourguignon :

Repas enfant (jusqu'à 10 ans) à **5 €** :

TOTAL :

à l'ordre de **Sarl Les Nouvelles de la Nièvre**
Retourner : 10 rue de la Rotonde à Nevers
Tél : 03 86 93 97 95



Fonds Judas : Toujours résister

La cérémonie de "Fonds Judas" rassemble les municipalités de Champvert et de La Machine, avec l'ANACR, tous les ans pour honorer la Résistance.

Jean-Marc Ragobert dirigea la cérémonie, Marie-Claude Boussard secrétaire de l'ANACR rappela notamment le sacrifice de Paul Couture et d'André Desvignes qui furent assassinés par les nazis pour ne pas avoir dénoncé leurs camarades le 30 avril 1944. Ils faisaient partie du Maquis Socrate particulièrement actif dans la libération de notre pays.

M.C. Boussard rappela la revendication pour un 27 mai, journée nationale de la Résistance. Cette année étant celle du 70^e anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance. A la date où nous écrivons, le texte de loi n'a toujours pas été adopté. Au moment où l'extrême droite relève la tête, cela serait pourtant symbolique.

Une collégienne de La Machine, Laura ayant été classée au concours national de la Résistance et de la Déportation fut félicitée.

Parmi les présents, citons Noël Fumat et Marcel Chutet.

NON! Cercle de silence Pour les sans-papiers

A l'appel du Collectif Nivernais
Contre l'Expulsion d'Enfants et
d'Adolescents Scolarisés

Ce samedi 18 mai de 15 h à 15h30
Place Guy Coquille (rue piétonne)
à NEVERS

Directeurs de publication Jean-Paul Pinaud. N° de commission paritaire
0315910914 - Imprimé par SARLE les Nouvelles de la Nièvre
RES 428 937 775 000 16. N° JSSN: 1639-4372 Nevers - Page 6

N° 1752 du 17 mai 2013 - Tel 03 86 93 97 99 - Fax 03 86 61 31 91
Mail : les.nouvelles.nievre@wanadoo.fr - Prix 0.70€

Dispensé de timbrage VARENNES-VAUZELLES PPD

Mobilisation pour la VFCEA
Page 2

Marche du 5 mai : extraits des discours
de P. Laurent et J.L. Mélenchon
Pages 3-4

Inscrivez-vous dès maintenant au repas
pour la Fête de la Plaine !
Page 6

Les Nouvelles
de la Nièvre

Hebdo départemental du PCF
10 rue de la Rotonde - 58000 NEVERS

Le site des communistes nivernais : <http://nievre.pcf.fr>



Déposé 15-05-13

Commission Européenne : deux ans de « délai »... ou deux ans de chantage ?

La Commission Européenne a donné deux ans de « délai » (ou de sursis) à la France pour atteindre l'objectif de retour aux fameux 3% de déficit public.

Objectif que tout le monde savait depuis longtemps inaccessible ... et que les politiques d'austérité actuelles éloignent tous les jours, en contractant toute l'activité économique et en plongeant le continent européen dans la récession (on apprend, en écrivant ces lignes, que la France y est officiellement entrée au 1er trimestre).

Deux ans de « délai »... qui risquent fort d'être plutôt deux ans de « chantage » ! Cette semaine en est riche d'illustrations : après le vote, ce mardi, l'ANI au Sénat grâce à l'abstention bienveillante de la droite, c'est, ce jeudi, le refus de valider les propositions de loi communistes sur l'amnistie des syndicalistes et sur l'interdiction des licenciements boursiers. Mieux vaut envoyer des « signes » à la Commission Européenne qu'au peuple de gauche et aux salariés en lutte.

Mais ça ne suffit sans doute pas à « rassurer les marchés » : il faut y ajouter une nouvelle « réforme » des retraites annoncée pour l'automne... et dont l'exposé des motifs, développé par le gouvernement, rappelle dangereusement ceux de 2010 (on vit plus longtemps, donc...).

Le MEDEF se réjouit bruyamment, et se lâche : pour Laurence Parisot, c'est 43 années de cotisations, et un départ au-delà de 65 ans ! Le gouvernement va-t-il suivre une nouvelle fois les représentants des PDG du CAC 40, et donner de nouveaux gages à la commission de Bruxelles qui réclame encore plus d'austérité ?

Les syndicats reçus par le 1^{er} Ministre, notamment la CGT et FO ont proposé d'autres solutions : on pourrait porter le SMIC à 1 700 € par mois, s'attaquer à la fraude fiscale, aux allègements de cotisations inutiles, créer de vrais emplois, faire cotiser le capital...

Les salariés souhaitant avec raison partir en retraite à 60 ans, vont-ils se faire entendre suffisamment fort ? Comme l'a dit Thierry Lepaon, « il faut que les sala-



La Place de la Bastille, noire de monde dimanche dernier

riés s'occupent de leurs affaires ; car le résultat d'une négociation, c'est avant tout le résultat d'une mobilisation ».

Tel est l'enjeu qui est posé, amis lecteurs. La marche de la Bastille a donné du tonus à ses participants. C'était, selon Pierre Laurent, « la marche des solutions », la reprise de « la marche en avant de la gauche ».

Amis lecteurs, d'ores et déjà de nouveaux moments forts de mobilisation sont engagés.

Dans la Nièvre, la Fédération du PCF étudie la faisabilité d'une grande et belle initiative le samedi 1^{er} juin après-midi. Plus d'info la semaine prochaine... mais retenez la date ! 15 jours plus tard, il y aura la Fête de la Plaine... puis le lendemain, les assises citoyennes pour le changement. Aidons les mobilisations, les échanges, les constructions. Rien n'est joué !



4 affiches du PCF contre l'austérité sont disponibles dans les Sections, et à la Fédération.
N'hésitez pas à en demander !



VFCEA : face à la volte-face du gouvernement, il y a urgence à se mobiliser, à agir, à se faire entendre

Jean-Paul Pinaud, Vice président aux transports ferroviaires à la Région Bourgogne, Président de l'Association VFCEA répond à trois de nos questions.

céderait-il pas aux transporteurs routiers que l'Europe vient d'encourager en autorisant la circulation de camions de 60 tonnes ? N'envisagerait-il pas de transférer aux Régions tout ou partie du réseau ferré en leur laissant le soin de le moderniser, à moins qu'il ne se prépare à l'offrir par le biais d'une ouverture à la concurrence voulue par l'Europe aux entreprises privées ?

Comment reprendre la main sur ce dossier et le remettre sur ses rails ?

Les usagers, les élus, tous ceux qui agissent pour la concrétisation de cette liaison nationale et européenne ne vont pas baisser les bras. Certes il y a urgence à se mobiliser, urgence à agir, urgence à se faire entendre du gouvernement car les derniers arbitrages européens ont lieu en juin. Nous **avons donc un mois pour gagner** par une démarche constructive et rassembleuse un changement de position de la part du Ministre des Transports.

Le temps nous est compté, c'est pourquoi **j'invite les élus quelle que soit leur sensibilité à faire adopter dans les assemblées la motion** que nous mettons à leur disposition. Elle est déjà soutenue par les élus de Nevers, de V.Vauzelles, de Garchizy, de Glux en Glenne, d'Issy l'Evêque, de Fours, de Saint Pierre de Varennes, de Cessy en Morvan, de Fourchambault, de Chantenay Saint Imbert, de Sainte Radegonde, de Chiddes, de Luzy, de Saint Symphorien de Marmagne, de Montmort, du Pays Nevers Sud Nivernais Morvan... Et sera soumise à approbation des élus de la communauté d'agglomération de Nevers à la fin du mois.

J'appelle les usagers, les Bourguignons à une large mobilisation, à signer et faire signer la carte pétition, que nous leur présenterons dans les gares, sur les foires et marchés, dans les trains...

Les motions et cartes pétitions seront remises début juin au Ministre du Transport lors d'une rencontre avec celui-ci.

Signez la pétition adressée au Ministre M. Cuvillier

Voir le numéro précédent des Nouvelles, vous pouvez également demander des cartes-pétitions à : jpp.adecr.58@orange.fr ou au 03-86-93-97-95

Monsieur Frédéric CUVILLIER
Ministre délégué des Transports et de l'économie maritime

Grande Arche - Tour Pascal A et B
92055 - PARIS LA DEFENSE CEDEX

Comment évolue le dossier sur l'électrification Nevers-Chagny et de fait la concrétisation de la Voie Ferrée Centre Europe Atlantique ?

Les études préliminaires financées par l'Etat, la Région et RFF sont en cours. Leur rendu en fin d'année doit nous éclairer sur les travaux à réaliser et sur le coût de ceux-ci.

Au-delà des aspects techniques, la VFCEA est au cœur d'enjeux politiques déterminants. Suite aux différentes initiatives prises par notre association, par les élus et les usagers, début décembre 2012, le Ministre des Transports, Mr Cuvillier demandait à Mr Kallas commissaire européen en charge des transports à ce que la liaison ferroviaire Nantes-Tours-Dijon-Bâle, qui permettrait d'accroître l'hinterland du Port de Nantes Saint Nazaire vers le cœur de l'Europe, figure dans le réseau central de transport européen.

Il faisait aussi de la VFCEA une priorité nationale. A l'issue de cette demande, la Commission Européenne des transports a ajouté le tronçon Tours-Dijon au "Core Network" du RTE-T. Cette inscription a été retenue par le Parlement Européen en début de cette année. Ainsi, la VFCEA était reconnue d'intérêt européen et pouvait bénéficier de subventions européennes.

Le dossier avançait et la dynamique engagée prenait un nouvel élan. **Or on apprend que la VFCEA ne figurerait finalement pas dans les priorités de la France.**

Pourquoi cette volte-face du gouvernement en quelques mois, alors qu'il finance une partie des études en cours ?

L'attitude du gouvernement est choquante, incompréhensible et inacceptable.

En effet, l'éventail des potentialités offertes par cette infrastructure, la modicité de son coût, ainsi que sa capacité à être réalisée rapidement, correspondent aux critères mis en avant par le gouvernement pour dégrader des priorités dans les investissements ferroviaires à venir. Ce projet s'inscrit totalement, et à de multiples égards, dans la lettre de mission transmise par M. le Ministre des Transports à la commission « Mobilité 21 » qui travaille à la hiérarchisation des projets d'infrastructures en vue du futur SNIT.

Mais comme dans d'autres domaines, la politique de transport du gouvernement a besoin d'une autre orientation. Dans la révision du Schéma National d'Infrastructure de Transport (SNIT) le gouvernement ne privilégierait-il pas les LGV au détriment de la modernisation du réseau ferroviaire classique ? Ne

ARLEUF : Assemblée citoyenne le 24 mai

Dans un tract, les communistes d'ARLEUF invitent les habitants de la commune à un moment d'échange. Ils déclarent notamment :

- ▶ Comme nous, vous avez espéré le changement
- ▶ Comme nous, vous êtes déçus
- ▶ Comme nous, vous ne voulez pas « lâcher le morceau »
- ▶ Comme nous, vous voulez construire une société humaine...

Alors nous vous invitons à venir débattre à **l'Assemblée Citoyenne que nous organisons le vendredi 24 mai, 17h30 - salle du conseil municipal - Mairie d'ARLEUF**

DECIZE / LA MACHINE : Pour la réouverture de la maternité !

La section du PCF prend l'initiative d'une pétition.

Le vendredi 3 mai, la section de Decize- La Machine organisait une réunion citoyenne sur le thème de la santé et le maintien des hôpitaux publics de proximité.

La dégradation des services de soins, les conditions de travail du personnel hospitalier, les conséquences néfastes des lois « Bachelot » qui visent à privilégier la rentabilité des hôpitaux au détriment des soins, ont animé les échanges. Bien sûr la question de la réouverture de la maternité était au cœur du débat, avec notamment des membres du « comité de soutien de la maternité de Decize ». Il a été décidé de lancer une pétition pour remobiliser : « *Nous étions 3000 dans la rue au moment de la suspension par le gouvernement Sarkozy, on doit continuer et ne pas se résigner* ».

La décision de rouvrir ou pas la maternité devrait être prise avant l'été par l'ARS, suite au dossier remis par le groupe de travail constitué par les hôpitaux de Decize et Nevers.

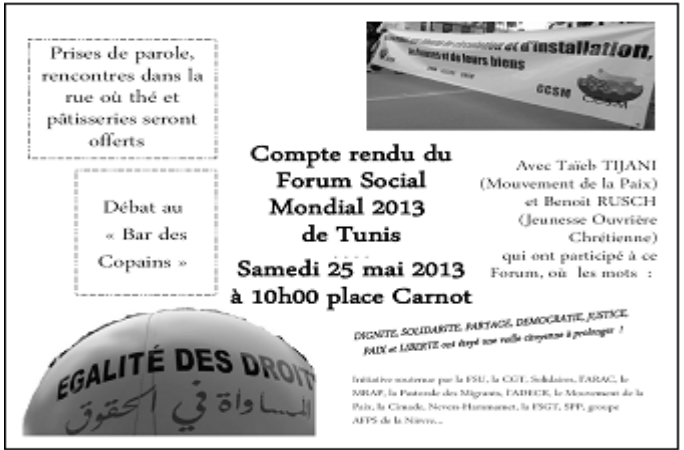
Alors cette maternité, on la rouvre quand ?

JE S'ENGAGE À SIGNER LA PÉTITION
JE DEMANDE LA RÉOUVERTURE DU SERVICE DE GYNÉCOLOGIE-OBSTÉTRIQUE ET DE LA MATERNITÉ DE DECIZE.

Nom, prénom	adresse	e-mail	signature

Pétition disponible auprès des militants de la Section ou à la Fédération...

Le texte complet dans notre prochain numéro.



Défense : le doigt est toujours sur la couture du pantalon.

« A vos ordres ! » telle semble être la réponse de F. Hollande aux dirigeants des grands groupes militaires qu'il a reçus avant la publication du « livre blanc de la Défense » dans lequel est définie la stratégie française, et qui induit donc l'orientation de la Loi de programmation militaire 2014 / 2019.

Par contre, aucun espace laissé au débat démocratique sur cette question cruciale ; aucune remise en cause de la « théorie » de dissuasion ; sanctuarisation des armes nucléaires avec maintien du budget pour ce qui les concerne ; confirmation de la présence de la France dans le commandement intégré de l'OTAN ; consolidation des moyens pour les opérations extérieures...

Et d'énormes ressources englouties ! (...) L'explosion en vol du missile M51 le 5 mai rappelle que 80 de ces engins sont fabriqués pour remplacer les M45 installés - en 2010 seulement - sur les sous-marins. Il ne portait pas de charge nucléaire : explosant au-dessus d'une ville il l'aurait alors réduite en poussière, tout le vivant dans un rayon de plusieurs kilomètres aurait été anéanti et les tempêtes de feu qui s'en seraient suivies, les radiations, auraient achevé de détruire tout ce qui fait fonctionner une société (donc pas de secours possible dans le cas d'un « raté » analogue avec un des 2000 engins en permanence en charge nucléaire sur les 19000 existant dans le monde).

Cela nous concerne de façon vitale. Une réflexion citoyenne doit avoir lieu pour apprendre à faire un « Tout-Monde » solidaire.

Avec de multiples partenaires, le Mouvement de la Paix propose trois rencontres :

1^{er} rendez-vous le 25 mai, à Nevers, Place Carnot, à partir de 10h compte-rendu et expression libre sur ce qui s'est passé au FSM de Tunis autour de thé et pâtisseries puis apéritif-débat au Bar des Copains, tout proche.

Puis **le 9 juin, à Crozon dans le Finistère**, là où sont faits les M51.

Et **le 19 juin à Varennes-Vauzelles au Centre G. Philipe**, une rencontre-débat.

Marie-Hélène Bourdier
(Renseignements au 03 86 60 01 26)



Nous croyons qu' un autre futur est possible.

Jean Luc Mélenchon co-président du Parti de Gauche souligne la filiation avec la Révolution Française et poursuit : « **Nous n'avons pas changé d'avis, nous ne voulons pas de la finance au pouvoir.** Nous n'acceptons pas les politiques d'austérité qui vouent notre peuple, comme ceux d'Europe à une souffrance sans fin et sans objet. C'est nous qui commençons cette insurrection républicaine dont la Patrie a besoin. Cette marche est celle du Peuple pour s'occuper des affaires que les tout-puissants sont incapables d'administrer dans le sens de l'intérêt général et dans le sens du plus grand nombre.»

Il critique les institutions, cette 5^{ème} République dont « la Constitution a été modifiée 24 fois depuis 1958 et seulement quatre fois avec l'avis du Peuple. Qui donne tous les pouvoirs à un homme, institue une monarchie verticale qui déresponsabilise à tous les étages, favorise le petit bal des copinages et des fraternités d'écoles et permet à la finance d'étendre ses tentacules, créant des liens à tous les niveaux, » jusqu'au plus haut sommet de l'État.

Il donne des axes d'une 6^{ème} République, avec un « **référendum révocatoire** pour tous les élus en cours de mandat . Il faut qu'à tout moment le peuple puisse intervenir et reprendre le mandat qu'il a confié à ceux qui ont le devoir de le représenter.

La citoyenneté à l'entreprise, avec un droit de préempter les moyens de production.

L'inscription dans la Constitution de "la règle verte", la responsabilité devant l'écosystème, l'engagement que les humains ne prendront pas davantage que ce que la nature est capable de renouveler.

Débat national sur la transition énergétique : L'éolien, « la solution » ? Une petite anecdote :

Mardi dernier (le 7 mai) à 12h15 : sur les 4 500 éoliennes implantées sur le territoire français (pour une puissance installée de 7 500 MW), 4 300 étaient au chômage, faute de vent. Elles ont produit 0.5% de l'électricité nécessaire (pour un investissement de 11 milliards d'€).

L'électricité du réseau ne se stockant pas, il aurait fallu à cet instant 900 000 éoliennes pour assurer 100% de la production d'électricité nationale. Si ces éoliennes avaient été implantées tous les 500 mètres elles auraient fait 10 fois le tour de la Terre.

Redevenons sérieux : loin de nous l'idée d'en conclure à l'inutilité de l'énergie éolienne... Mais cette anecdote, présentée avec une évidente mauvaise foi, n'en est pas moins éclairante : elle doit faire réfléchir aux « solutions toutes faites » parfois brandies pour valider une opposition de principe aux énergies fossiles ou au nucléaire. Les solutions sont, à l'inverse, à rechercher dans un « bouquet énergétique » diversifié, planifié, maîtrisé démocratiquement dans le cadre d'un grand pôle public de l'énergie, accordant une place de choix à la Recherche Publique en faveur d'énergies nouvelles, et notamment des énergies renouvelables.

Notre marche est une protestation contre le coup d'état financier à l'initiative de la "Troïka" et de la Commission Européenne. **La dette ne sera jamais payée!** C'est une vérité en Europe et aux USA. **Toutes les souffrances imposées sont inutiles, cruelles puisqu'elles ne servent à rien.** Il faut effacer la dette, la faire racheter par le banquier central et au prix d'un peu d'inflation, nous serons débarrassés. »

S'adressant au Gouvernement : « la période d'essai est terminée. Le compte n'y est pas. Si vous ne savez comment faire ? Nous nous savons.» **Il invite les citoyens « à s'y mettre eux mêmes »,** avec des marches citoyennes dans les départements. Il conclut par des citations de Victor Hugo et Jean Jaurès.

Impressions de manifestants

« Voir comment nous sommes nombreux à vouloir une société où le droit humain prédomine, réchauffe le cœur. Une manifestation colorée et optimiste. Liberté, égalité fraternité, un sens que l'on veut réel. »

Jakeline

« Ce dimanche 5 mai m'a beaucoup marquée car c'est la première fois que je me retrouvais dans un rassemblement réunissant tant de personnes. Toutes ces personnes réunies pour dire «non à l'austérité», "non au pouvoir de la finance" et réclamer une 6^{ème} République pour remettre le citoyen au cœur du pouvoir et des décisions.

On pouvait lire sur le visage des personnes présentes la joie de participer à ce rassemblement et ressentir l'espoir. Cet espoir présent il y a 1 an de cette volonté de changement mais qui n'est jamais vraiment venu depuis et qui, je pense en ayant vu ce dimanche toutes ces personnes, est toujours présent. Nous devons continuer à faire vivre cet espoir et l'étendre pour montrer que l'alternative à la politique actuelle est possible pour ne pas laisser le terrain, dans ce genre de situation que nous vivons, à l'extrême droite. »

Candy

Après le succès de la Bastille, on continue !



180 000 à la Bastille et dans les rues alentour, c'est plus qu'en 2012 en pleine campagne Présidentielle.

Avant la marche citoyenne, plusieurs personnalités se sont exprimées. Ainsi **Pierre Laurent** secrétaire national du PCF : « **La démocratie, c'est le respect du choix majoritaire de notre Peuple.** La France a voté pour le changement à gauche, rien d'autre. Nous disons avec force, **une année de gâchée pour le changement, c'est déjà trop !**

Trop dure à supporter pour des millions de nos concitoyens qui souffrent et trop dangereuse pour notre pays. Il y a un an une majorité de la France unie et rassemblée a clairement choisi la rupture avec 10 années de reculs sociaux, d'autoritarisme, de racisme. Un an plus tard, c'est le gâchis, la colère.

Nous n'acceptons pas d'en rester là, de nous rallier à l'idéologie de la défaite face aux forces de l'Argent. Nous n'acceptons pas. Nous ne lâcherons rien.

Notre marche citoyenne est un appel : à la mobilisation ; à reprendre le combat là où le gouvernement a trop vite renoncé. Appel à se rassembler pour relever la France ; à ouvrir un chemin d'espoir et de luttes, avec toutes celles et tous ceux qui refusent de se résigner. Qui refusent la loi implacable des marchés financiers, des taux de rentabilités à deux chiffres, des dividendes toujours à la hausse !

Céder à la finance un tout petit peu c'est mettre le doigt dans un engrenage infernal. La vie nous donne raison. On en voit les résultats. Plus de 5 millions de chômeurs, triste record battu. On nous avait dit c'est pour assainir les finances publiques, elles plongent en déficit.

On nous dit que la Commission Européenne nous donne deux ans de répit. Mais arrêtez les mensonges ! Nous allons plutôt avoir droit à deux ans de chantage. Après le Code du Travail, ce sera les retraites, la Sécu, les services publics dans les Communes et les Départements, que l'on nous demande de sacrifier.

Où il faut les arrêter ces forces de la finance, sinon les Mittal, les Unilever, les PSA... continueront de nous emmener dans le fossé au nom de la rentabilité. »

Prenant l'exemple des Chantiers navals de St Nazaire menacés, il en appelle à la vigilance. « Veut-on nous refaire une nouvelle fois le coup du repreneur qui n'arrive jamais ? Nous disons : urgence, danger, mobilisation nationale immédiate ! ».

Il exige la mobilisation des milliards donnés à fonds perdus aux grands groupes et l'argent des banques pour « reprendre le contrôle public des "Chantiers" et de la filière maritime. » Il en appelle à « stopper les cadeaux aux grand capital et aux actionnaires : à stopper l'évasion fiscale, révélateur d'un système en faillite. »

Il poursuit : « Notre marche est un appel à dire stop à l'austérité ici et en Europe. **Nous n'avons qu'un ennemi qui lui ne connaît pas les frontières : la finance.**

Notre marche est un appel à construire des solutions de gauche à la crise, pour le progrès partagé, la solidarité, l'égalité, la liberté, la fraternité. Un appel à l'intervention citoyenne, à la souveraineté populaire sur les choix du Pays, une 6^{ème} République en actes.

En avant pour un nouveau contrat de changement à gauche », qu'il invite à construire dans les assemblées citoyenne locales, les départements, sans attendre, « **en tendant toutes les mains possibles à celles et ceux qui veulent agir, à ceux qui doutent ou se désespèrent parfois.»**

Il fustige la droite et l'extrême droite « qui rêvent de revanche. Ils se sont unis contre la seule réforme de progrès adoptée, le mariage pour tous et nous les avons battu ! Ils uniront encore leurs forces pour barrer la route à tout changement progressiste. **Là aussi tendons la main à celles et ceux qu'ils vont chercher à tromper** en exploitant les échecs de la politique gouvernementale. **Disons à tous les travailleurs : votre camp c'est le nôtre. Le camp des travailleurs est à gauche et pas ailleurs.**

Unissons-les pour conjurer l'esprit de défaite et de division, pour reprendre la marche en avant de la **gauche qui clame : la finance dehors, l'Humain d'abord. »**

